

EUROPE 18 JUIN

VERS LA NOUVELLE TERRE

Le XX^e siècle a été celui des Etats-nations. Le XXI^e siècle sera celui des Etats-continents : Chine, Inde, Brésil, URSS, Etats-Unis d'Amérique, Europe.

L'Europe que nous allons bâtir sera notre nouvelle terre. Elle doit être digne de la grande civilisation dont nous héritons.

Elle sera démocratique : la démocratie est née en Europe. Deux siècles après la Grande Révolution, nous, Européens, avons à veiller sur elle et à la faire progresser encore.

Elle sera laïque et tolérante : l'humanisme, la laïcité, sont nés en Europe. Face à la montée des fanatismes, nous, Européens, refusons l'intolérance et apportons un message de fraternité et de paix.

Elle sera dynamique et créatrice d'emplois : la société industrielle est née en Europe. Notre agriculture est une force. La CEE est la première puissance commerciale du monde. Elle compte plus de chercheurs que le Japon.

Ensemble, nous, Européens, relèverons le défi de la nouvelle révolution technologique. Nous développerons l'éducation et la formation, nous lutterons contre le chômage, nous enrichirons l'emploi.

Elle sera sociale : le syndicalisme, le socialisme, le mouvement ouvrier, sont nés en Europe. Les plus grandes conquêtes y ont vu le jour : la journée de 8 heures,

(suite page 8)



VERS UNE NOUVELLE TERRE DE

■ **Alain Bombard** : "Il ne suffit pas de pousser des cris d'alarme"

"Dès 1974, François Mitterrand a dénoncé les dangers que l'inconscience des hommes et le capitalisme sauvage font courir à notre planète. En mars dernier, il lançait avec 24 pays une action concertée pour préserver la couche d'ozone, lutter contre les accumulations de gaz qui réchauffent l'atmosphère, mettre fin aux destructions aveugles des forêts... C'est positivement, concrètement, qu'il faut agir contre ces menaces. Nous amplifions notre action à Strasbourg pour combattre le "laissez-faire-laisser-polluer". Créer des normes protégeant mieux la santé et la vie. Faire vérifier leur application par "l'Institut communautaire pour l'Environnement", organisme indépendant que nous voulons créer".



MEDECIN, BIOLOGISTE, ECOLOGISTE.
DEPUTE EUROPEEN.



ANCIEN MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES, ANCIEN COMMISSAIRE EUROPEEN.

■ **Claude Cheysson** : "Unie, l'Europe peut vraiment agir pour la paix"

"La défense et les progrès de la paix dans le monde exigent que la Communauté européenne parle d'une seule voix. Nous en avons les moyens. Ayons-en la volonté. L'Europe peut contribuer au retour de la paix dans les régions troublées : au Maghreb, au Proche-Orient, en Amérique centrale, aidons ceux qui s'affrontent à régler leurs différends, dans la reconnaissance mutuelle des droits de leurs peuples."



DEPUTE EUROPEEN.

■ **Nicole Péry** : "Renforcer les pouvoirs du Parlement de Strasbourg"

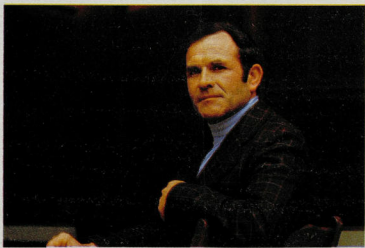
"Trop souvent, l'Europe apparaît comme un lieu lointain où des décisions parfois vitales sont prises par des technocrates. Les élus socialistes font donc des propositions concrètes pour que soient développés les pouvoirs du Parlement européen, instance de représentation des citoyens. Il doit se faire reconnaître un droit de contrôle sur tous les sujets ainsi que le droit de soumettre des propositions de lois."



PROFESSEUR DE MEDECINE, CANCEROLOGUE.

■ **Bernard Thareau** : "Donnons son second souffle à la P.A.C."

"La politique agricole commune a permis à la France de devenir le deuxième exportateur mondial, elle a assaini les marchés, préservé, globalement, le système de garantie des prix. Nous continuerons à agir pour le respect de la préférence communautaire, pour plus de justice dans les aides et dans le soutien des marchés, pour une relance réelle de la politique structurelle et pour la lutte contre la désertification rurale."



AGRICULTEUR, DEPUTE EUROPEEN.

■ **Léon Schwartzenberg** : "La lutte contre les grandes maladies doit être implacable"

"La prévention et le traitement des maladies cardiaques, des cancers, du Sida, des toxicomanies vont de pair avec la lutte contre la pollution, contre la contamination, contre la délinquance et pour de meilleures conditions de vie. L'Europe, où la médecine est née il y a 3 000 ans, doit offrir à ses citoyens les mêmes possibilités médicales. Le droit à la santé doit être assuré pour tous."

JUSTICE, DE PROGRES ET DE PAIX

■ Catherine Trautmann : "Aménager le territoire est une priorité"

"Aujourd'hui, alors que l'Europe des citoyens se met en place, il faut se poser la question du rôle européen des collectivités locales. Parmi les atouts d'une ville, il faut compter la qualité des infrastructures, des services publics... L'aménagement du territoire est une nécessité européenne comme nationale. Il doit concerner aussi bien les agglomérations urbaines que l'espace rural."



MAIRE DE STRASBOURG, PRÉSIDENTE DE LA MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE.

■ Jean-Pierre Cot : "Nord-Sud : soyons audacieux et concrets"

"On ne peut laisser sans réagir la crise s'aggraver dans le tiers monde, l'Afrique et l'Amérique centrale se ruiner davantage. Avec les initiatives lancées par François Mitterrand pour réduire la dette du tiers monde, nous voulons, concrètement, aider nos partenaires du Sud à faire face. Faisons de la prochaine présidence française de la Communauté un atout pour lutter contre l'apartheid en Afrique du Sud."



GÉOPHYSICIEN, CONSEILLER SPECIAL AUPRES DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

■ Claude Allègre : "Sciences et technologie : coordonnons nos efforts"

"Le développement scientifique et technologique de l'Europe est la clé de son essor économique et de son influence intellectuelle. Poursuivons les efforts pour qu'émerge une véritable communauté scientifique, tant dans le cadre des programmes "Esprit" et "Eurêka" qu'en multipliant les échanges de professeurs, d'étudiants, de chercheurs. Je souhaite voir se créer une Académie européenne des sciences et des techniques."



ANCIEN MINISTRE DE LA COOPÉRATION, DÉPUTÉ EUROPÉEN.

■ André Sainjon : "Donnons la parole au monde du travail"

"La construction européenne doit prendre en compte la dimension sociale. C'est pour cela que je figure, en tant que personnalité extérieure au PS et dans le respect de mes convictions, sur la liste que conduit Laurent Fabius. Issu du monde du travail, j'ai ses intérêts à cœur. Je contribuerai à faire que l'Europe élargisse les droits qu'il a acquis, développe la protection sociale, la solidarité avec les victimes de toutes les exclusions."



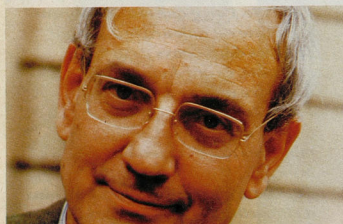
ANCIEN RESPONSABLE SYNDICAL.

■ Nora Zaidi : "Je suis française, d'origine algérienne et d'avenir européen"

"Avec des centaines de milliers de jeunes, j'agis pour faire reculer le racisme, l'exclusion. Nous voulons l'Europe de l'égalité des droits et des chances, pas l'Europe des ghettos. Avec Laurent Fabius, on nous entendra défendre à Strasbourg une société plus riche d'échanges et de solidarité, qui donne à chacun le statut indispensable à l'exercice d'une pleine citoyenneté."



ÉTUDIANTE, ANCIENNE PRÉSIDENTE DU COMITÉ SOS-RACISME DE MONTBELLARD.



HISTORIEN, FERVAIN. ANCIEN MINISTRE, DÉPUTÉ EUROPÉEN.

■ Max Gallo : "Faire rayonner les cultures d'Europe"

"L'Europe culturelle livrée aux marchands, c'est l'uniformisation par le bas. Protégeons les racines de nos cultures, leur identité, leur diversité. Avec le programme Eurêka audiovisuel, bâtissons une production culturelle européenne. La France, qui dispose d'une industrie cinématographique importante, doit nouer des alliances européennes pour cette production d'images."



L'EUROPE DU PROGRES,

■ Pour vivre mieux demain en Europe

L'Europe des Européens, cela veut aussi dire, concrètement :

- Une discussion à l'échelle de toute la Communauté sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.
- La négociation d'une Charte des droits fondamentaux apportant à tous les travailleurs européens des garanties pour les contrats de travail, la protection sociale et la santé, la formation, l'hygiène et la sécurité.
- Le droit à la négociation collective qui devra permettre l'élaboration de conventions collectives européennes.
- L'élaboration d'un statut d'entreprise de droit européen.
- L'ECU, vraie monnaie commune des Européens.
- La création de normes européennes protégeant mieux la santé, la sécurité, l'environnement.
- La création d'un Institut communautaire pour l'environnement, organisme européen de surveillance indépendant.
- Des règles communes permettant l'accès des consommateurs à la justice.
- La création d'un Conseil européen de la consommation où siègeront les associations de consommateurs.
- Le renforcement des programmes d'échanges et de coopération pour les étudiants et enseignants, ainsi que la réalisation du programme Eurêka audiovisuel.

(Propositions extraites du "Manifeste socialiste pour l'élection européenne".)

■ L'Europe des Européens

Le 1^{er} janvier 1993 marquera symboliquement l'aube d'une nouvelle ère. Les derniers obstacles à la circulation, entre les douze pays de la Communauté, des personnes, des services et des capitaux seront levés. Le grand marché unique européen sera réalisé. C'est d'abord pour cela que l'enjeu du 18 juin est capital : **plus l'Europe prend forme, plus il est nécessaire d'avoir un Parlement européen fort, avec des élus compétents et responsables, décidés à construire hardiment la Communauté et y défendant avec ténacité et dynamisme les intérêts de la France.**

Et plus que jamais, il est important aujourd'hui de savoir quelle Europe on veut bâtir.

■ Europe conservatrice ou Europe de progrès ?

- L'Europe du laisser-faire, dont Mme Thatcher est le plus ardent avocat et que défendent les diverses listes conservatrices en France ? Nous la connaissons : dominée par les seules forces économiques — sans considération de droits sociaux —, dirigée par une technocratie sans contrôle, elle deviendrait inévitablement un vaste terrain de libre-échange ouvert aux économies surpuissantes ou aux pays à la main-d'œuvre surexploitée.
- L'Europe du repli frileux sur soi, que propose la direction communiste, et qui condamnerait en peu d'années notre pays au déclin ?
- L'Europe de l'exclusion des autres, forteresse d'un autre âge que voudrait bâtir l'extrême droite ?
- L'Europe de l'écologie — bien sûr —, mais qui tournerait le dos à l'économie, refuserait le progrès, fermerait la porte à la construction européenne ?
- Ou bien, comme le veulent les socialistes, une Europe véritablement organisée, communautaire et démocratique. **L'Europe des gens et pas seulement l'Europe de l'argent. L'Europe de la solidarité, de la culture, du progrès social. En un mot : l'Europe des Européens.**

Oui, le marché unique est un facteur indispensable de dynamisme économique : il permettra de créer en Europe 2 à 5 millions d'emplois. Mais dans l'implacable compétition internationale, l'Europe a besoin de règles de fonctionnement précises.

Elle a besoin d'agir de façon cohérente au plan mondial. Elle a besoin d'être animée par des politiques volontaristes : il est grand temps d'instaurer des politiques européennes du droit social, de la santé, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, de la recherche, de la création, de la culture.

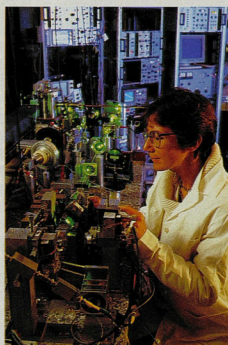
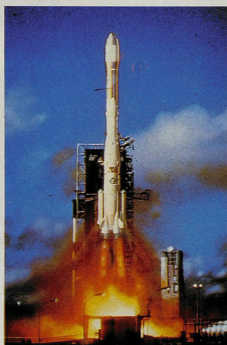
Il est grand temps aussi de renforcer le contrôle démocratique des citoyens sur ce qui se fait, en leur nom, au niveau européen : sait-on que près de la moitié des décisions des gouvernements nationaux relève désormais du champ de compétence de l'Europe ? **C'est pourquoi les socialistes agiront pour donner plus de poids au Parlement européen. C'est pourquoi ils ont choisi le président de l'Assemblée nationale française pour être le premier de leurs élus à l'Assemblée de Strasbourg.**

■ Trois atouts décisifs

Pour mener tout cela à bien, la liste MAJORITE DE PROGRES POUR L'EUROPE a trois atouts :

1. Des propositions concrètes qui s'inscrivent dans une vision claire de la construction économique et politique de l'Europe.
2. L'expérience, la compétence et la richesse humaine des hommes et des femmes que cette liste regroupe.
3. Une crédibilité européenne exceptionnelle. Parce que seul le courant socialiste est aujourd'hui présent dans les douze pays de la Communauté, ce qui donne à ses élus une force unique. Et parce que François Mitterrand présidera, dès le mois de juillet, le Conseil des ministres de la Communauté européenne. Nul doute qu'il la conduira vers plus d'efficacité économique, sociale et politique, vers plus de justice, de progrès et de paix.

C'EST AUTRE CHOSE



■ Henri Saby* : "La force des socialistes au Parlement de Strasbourg"



"Les socialistes français ont joué un rôle très actif au sein du groupe du Parlement européen rassemblant les socialistes et sociaux-démocrates des Douze. Ce groupe, le seul à avoir des élus de tous les pays, influence les décisions du Parlement européen sur les directives nécessaires à la création de l'espace 1993. Son poids sera, demain, encore plus déterminant puisque l'Acte unique a accru le pouvoir de décision des députés dans les domaines clés de l'avenir. Parmi les priorités politiques du groupe : l'emploi et l'environnement."

* Ingénieur, président du groupe socialiste français au Parlement européen.

■ Michel Durafour* : "Ne manquons pas le rendez-vous du 18 juin"



"L'Europe sociale et culturelle reste à construire. Laurent Fabius, avec le soutien du président de la République, est l'homme de cette tâche exaltante : sa stature d'homme d'Etat, son intelligence, sa générosité, le désignent naturellement pour participer activement à la construction de cette terre de 320 millions d'hommes et de femmes en quête d'un nouveau destin. Voilà pourquoi l'Association des démocrates, qui compte neuf ministres non socialistes au gouvernement, soutient très fermement la liste d'ouverture de Laurent Fabius."

* Ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, président de l'Association des démocrates.

■ Yvon Colin* : "Rassembler pour l'Europe"



"L'Europe est désormais notre nouvel horizon, notre deuxième citoyenneté. Dans l'unité, avec Laurent Fabius, la majorité présidentielle présentera ses propositions pour une Europe des libertés, de justice sociale et de solidarité. Le MRG prendra toute sa part de cet effort. Notre pays s'est très majoritairement retrouvé derrière les valeurs portées par François Mitterrand. Cet élan doit être prolongé pour garantir la place de la France en Europe et assurer le rayonnement de l'Europe dans le monde."

* Président du Mouvement des Radicaux de Gauche.



REUSSIR L'AVENIR DE



15 ANS D'AMITIÉ ET DE CONFIANCE.

Les socialistes ont, plus que quiconque, œuvré à la construction européenne. On mesure l'action considérable de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne. On connaît l'œuvre de François Mitterrand et des gouvernements de Pierre Mauroy, de Laurent Fabius et de Michel Rocard.

Depuis l'inoubliable moment d'émotion avec Helmut Kohl à Verdun jusqu'à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; depuis le lancement du tunnel sous la Manche jusqu'aux programmes Euréka (scientifique et audiovisuel) ; depuis le règlement des contentieux européens jusqu'à la décision du marché unique du 1^{er} janvier 1993 : la volonté du Président de construire une Europe de justice, de progrès social et de paix s'est toujours traduite par des gestes à forte portée symbolique et des programmes concrets et ambitieux.



AVEC M. GORBATCHEV : CONTRIBUER À LA DÉTENTE.



AVEC ALAIN BOMBARD : APPORTER DE VRAIES REPONSES.

Partisans actifs d'une Europe organisée, dynamique, généreuse, communautaire, soucieuse de l'avenir — et non d'un simple espace de libre-échange et de concurrence sans frein —, les socialistes veulent renforcer la démocratie en Europe. Et pour cela, donner au Parlement européen toute sa place, en faire une véritable force de proposition dans laquelle les Européens se reconnaissent.



FAIRE AVANCER LA PAIX AU PROCHE-ORIENT AVEC SHIMON PERES.



SENGHOR ET DESMOND TUTU : LIBERTÉ ET DÉVELOPPEMENT, UN MÊME COMBAT.



AVEC GEORGE BUSH : DIALOGUER DANS LE RESPECT DES INTÉRÊTS DE CHACUN.

LA FRANCE EN EUROPE



EDITH CRESSON : LA PASSION DE L'EUROPE.

Cette année, le vote pour le Parlement européen a une portée plus forte que jamais : son mandat couvrira le passage au marché unique de 1993. Il faut pour cela un Parlement fort, des élus responsables et expérimentés, qui défendent les intérêts de notre pays. C'est le sens de la liste conduite par Laurent Fabius.

A 42 ans, ancien Premier ministre, Laurent Fabius a déjà une expérience politique hors du commun. Il bénéficie de l'estime de ceux qui comptent dans le monde : Mikhaïl Gorbatchev comme George Bush, Rajiv Gandhi comme Felipe Gonzalez, Shimon Peres comme Lech Walesa... Ses convictions européennes sont connues de tous : il a signé, au nom de la France, l'Acte unique en 1985. Son engagement pour les Droits de l'homme l'a conduit en Afrique du Sud soutenir Mandela, au Chili dénoncer la dictature de Pinochet, et récemment en Tunisie ou en Hongrie encourager l'essor de la démocratie.



J. DELORS ET C. CHEYSSON : ILS ONT AVANCÉ L'EUROPE.



AVEC LECH WALESA : UN MEME ENGAGEMENT POUR LES DROITS DE L'HOMME.



STRASBOURG AU CŒUR AVEC CATHERINE TRAUTMANN.



A PARIS ET A STRASBOURG : UNE MEME VOIX POUR LA FRANCE.

Membre du Parlement européen et en même temps de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius sera un atout considérable pour la France et pour l'Europe. A Paris, il agira avec plus d'efficacité pour faire progresser la construction de l'Europe. A Strasbourg, il sera particulièrement bien placé pour défendre les intérêts de la France : sa voix aura d'autant plus de force au Parlement européen que ce sera celle du président de l'Assemblée nationale française.



UNE MEME CONVICTION SOCIALISTE.

"LA FRANCE EST NOTRE PATRIE, L'EUROPE EST NOTRE AVENIR"

FRANÇOIS MITTERRAND

... les congés payés, la sécurité sociale, les comités d'entreprise. Nous, Européens, protégerons mieux nos droits et ferons de nouveaux progrès.

Elle sera respectueuse de la nature et de l'environnement : l'écologie est née en Europe. Les socialistes sont ennemis du "laisser faire-laisser polluer". Les nuisances ne s'arrêtent pas aux frontières. La dimension européenne est celle de la défense du cadre de vie urbain et rural. Nous, Européens, agissons, avec le président Mitterrand, pour concilier l'écologie et l'économie.

Elle sera pacifique et solidaire : la société des nations est née en Europe. Ensemble, nous bâtissons un système européen de défense, fondé sur une dissuasion nucléaire minimum et un équilibre conventionnel des forces au plus bas niveau. Nous aiderons au développement du Sud. Car les pays de l'Est européen, ceux du tiers monde, attendent que nous fassions l'Europe. Ne les décevons pas.

N'écoutons pas les discours de haine et de repli sur soi. Défendons les intérêts de la France dans la construction européenne. Reconnaissons les problèmes concrets qui se posent et surmontons-les ensemble par une Europe organisée et non par la loi de la jungle. Donnons à nos enfants un avenir à la hauteur de notre passé. Donnons-leur, donnons-nous ces nouveaux espaces, cette nouvelle puissance, cette nouvelle fierté.

L'Europe, c'est notre nouvelle Terre. A nous tous de la construire, ensemble."

Laurent Fabius



MAJORITE DE PROGRES POUR L'EUROPE

Liste soutenue par le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et l'Association des Démocrates

- 1 - Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, Haute-Normandie. • 2 - Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, Alsace. • 3 - Claude Cheysson, ancien ministre, Provence-Alpes-Côte d'Azur. • 4 - Alain Bombard*, écologiste, Provence-Alpes-Côte d'Azur. • 5 - Léon Schwartzberg, professeur de médecine, Paris. • 6 - Jean-Pierre Cot*, ancien ministre, Rhône-Alpes. • 7 - Jean-Marie Alexandre*, enseignant, Nord-Pas-de-Calais. • 8 - Henry Saby*, ingénieur, Midi-Pyrénées. • 9 - Nicole Fery*, professeur, Aquitaine. • 10 - Jean-François Hory, avocat, Paris. • 11 - Claude Allègre, chercheur, Languedoc-Roussillon. • 12 - Martine Baron*, urbaniste, Pays-de-Loire. • 13 - Gérard Fuchs, économiste, Ile-de-France. • 14 - Bernard Thureau*, agriculteur, Pays-de-Loire. • 15 - André Saintjon, syndicaliste, Ile-de-France. • 16 - Max Gallo*, historien, Ile-de-France. • 17 - Frédéric Rosmini, cadre socioculturel, Provence-Alpes-Côte d'Azur. • 18 - Marie-Claude Vayssade*, responsable de formation, Lorraine. • 19 - Marie-Jo Denys, administrateur de conservatoire, Poitou-Charentes. • 20 - Nora Zaidi, étudiante, Franche-Comté. • 21 - Jean-Paul Benoit, haut fonctionnaire, Paris. • 22 - Gérard Caudron, maire de Ville-neuve-d'Ascq, Nord-Pas-de-Calais. • 23 - Michel Heré, chef d'entreprise, Midi-Pyrénées. • 24 - Bernard Frimat, maître de conférences, Nord-Pas-de-Calais. • 25 - Gisele Charzat*, économiste, Basse-Normandie. • 26 - Geneviève Domenach, directrice, Ile-de-France. • 27 - Jean-Yves Dalleau, médecin, Ile-de-France. • 28 - Dominique Saint-Pierre, avocat, Rhône-Alpes. • 29 - Jacques Lévy, avocat, Midi-Pyrénées. • 30 - Colette Gadoux*, responsable de formation, Limousin. • 31 - Jean-Louis Carrière, enseignant, Aquitaine. • 32 - Martine Frachon, ancien député, Ile-de-France. • 33 - Gérard Gaumé, syndicaliste, Ile-de-France. • 34 - Jean-Louis Dieux, maire du Lac, Provence-Alpes-Côte d'Azur. • 35 - Gérard Collomb, professeur, Rhône-Alpes. • 36 - Joëlle Dassault, Aquitaine. • 37 - Eugène Teissière, ancien député, Bourgogne. • 38 - Michel Debout, médecin, Rhône-Alpes. • 39 - Jacques Jusforgues, fonctionnaire, Pays-de-Loire. • 40 - Louis Eyraud*, vétérinaire, Auvergne. • 41 - Ghislaine Toutain, journaliste, Champagne-Ardenne. • 42 - Yannick Bodin, conseiller régional, Ile-de-France. • 43 - Thaima Samman, étudiante, Ile-de-France. • 44 - Bruno Viallet, conseiller technique agricole, Auvergne. • 45 - Catherine Contard, médecin, Ile-de-France. • 46 - Jean Krikorian, commerçant, Rhône-Alpes. • 47 - France Gublin, responsable d'association, Paris. • 48 - Gaston Biancolto, agent d'assurance, Provence-Alpes-Côte d'Azur. • 49 - Claudette Grosse, animatrice en milieu hospitalier, Nord-Pas-de-Calais. • 50 - Didier Guillaume, fonctionnaire, Rhône-Alpes. • 51 - Josette Durrieux, professeur, Aquitaine. • 52 - Lucie Pane, infirmière, Haute-Normandie. • 53 - Isidore Canopé, Guadeloupe. • 54 - Aline Haberer, conseillère d'éducation, Rhône-Alpes. • 55 - Jean-Pierre Bel, conseiller technique, Midi-Pyrénées. • 56 - Marlyse Lebranchu, Bretagne. • 57 - Aïssa Khelifa, cadre administratif, Paris. • 58 - Hervé Vuillot, Bourgoigne. • 59 - René Le Goas, professeur, Champagne-Ardenne. • 60 - Jean-Jacques Dubouchaud, directeur d'UIT, Limousin. • 61 - René Mangin, professeur, Lorraine. • 62 - Jean-Claude du Châlard, professeur, Bretagne. • 63 - Alain Maurice, étudiant, Rhône-Alpes. • 64 - Jean-Pierre Saulnier, Centre. • 65 - René Praden, artisan, Languedoc-Roussillon. • 66 - Hélène de Félise, journaliste, Centre. • 67 - Sylvain Laine, enseignant, Franche-Comté. • 68 - Jean-François Vallin, Ile-de-France. • 69 - Dominique Jourdain, avocat, Picardie. • 70 - Daniel Bois, directeur d'école, Nord-Pas-de-Calais. • 71 - Bernard Barthelay, maître de conférences, Rhône-Alpes. • 72 - Félix Proto, président du Conseil régional, Guadeloupe. • 73 - Jean-Louis Tauraine, professeur de médecine, Rhône-Alpes. • 74 - Alain Barrau, maire de Bèziers, Languedoc-Roussillon. • 75 - Bernard Dupuis, maire de Saint-Lô, Basse-Normandie. • 76 - Jean-Yves Gateaud, maire de Châteauroux, Centre. • 77 - Yves Lagier, maire de Pontarlier, Franche-Comté. • 78 - Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, Alsace. • 79 - Jean-Pierre Sœur, maire d'Orléans, Centre. • 80 - Gilbert Mitterrand, maire de Libourne, Aquitaine. • 81 - Pierre Maille, maire de Brest, Bretagne.

* Les noms suivis d'un astérisque sont ceux des députés européens sortants.

JE SOUTIENS LA LISTE MAJORITE DE PROGRES POUR L'EUROPE CONDUITE PAR LAURENT FABIUS.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

JE VERSE LA SOMME DE :

CHEQUE A LIBELLER A L'ORDRE DE HENRI EMMANUELLI ET A ADRESSER AU PARTI SOCIALISTE - CAMPAGNE "EUROPEENNES", 10, RUE DE SOLFERINO, 75007 PARIS